



## **CRISE SOCIALE: L'ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES EXHORTE BOZIZE A SE RESSAISIR**

### **COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'ADP**



Le samedi 10 décembre 2005, les travailleurs centrafricains ont prévu de se retrouver à la Bourse du travail pour faire le point sur les négociations avec le gouvernement.

A cette réunion syndicale, étaient conviées des forces vives de la nation dont les partis politiques.

En utilisant les forces de l'ordre pour occuper la Bourse du Travail et empêcher la tenue de cette réunion, le gouvernement prend le grave risque de violer non seulement les dispositions constitutionnelles consacrant la liberté des réunions et le droit syndical, mais aussi ses engagements internationaux, notamment les conventions du BIT (Bureau International du Travail), de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), ainsi que les accords de Cotonou (CEE/ACP) qui garantissent également le droit syndical et le dialogue social comme moyen de résolution des conflits du travail.

La méthode utilisée est de nature à compliquer davantage les négociations entre les deux parties par la double frustration qu'elle crée, d'autant plus que le pouvoir tire bizarrement argument de sa propre carence, n'ayant pas respecté les

engagements qu'il a pris librement de payer deux mois de salaires à une date convenue de commun accord, mais largement dépassée. Par ailleurs, en interdisant la sortie du territoire national à des syndicalistes invités à un séminaire à l'Extérieur, le pouvoir fait non seulement recours à une méthode du passé tant décriée par le Dialogue National et que l'on croyait définitivement révolu, mais politise du coup maladroitement et dangereusement une revendication pourtant essentiellement salariale.

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) condamne fermement la maladresse dangereuse avec laquelle le pouvoir gère une situation dont il est responsable de bout en bout. L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) déplore la logique de la force systématique, de la violence tant verbale que physique du pouvoir dans un pays qui vient de sortir des élections déclarées pourtant « libres et démocratiques ».

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) attire l'attention du gouvernement sur le fait que la République Centrafricaine étant encore sous le projecteur de la communauté internationale, notamment dans le cadre de la négociation d'assistance économique et financière avec la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et la CEE, il devrait éviter de multiplier des maladresses inutiles qui ne feraient que compromettre gravement l'issue de ces pourparlers. En conséquence, l'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) demande au gouvernement de se ressaisir sans délai et éviter par tous les moyens, la rupture de la paix, encore fragile dans le pays, tout en lui rappelant également que le non paiement des salaires, bourses et pensions est une des causes de la pauvreté, ainsi que de la misère galopante que connaît la République Centrafricaine, mais qui ne peuvent pas être combattues par l'usage de la force.

*Fait à Bangui le 11 décembre 2005*

**Le Président**

**E. Olivier Gabirault**